



## **CONSTAT, MISSION ET OBJECTIFS DE L'OBSERVATOIRE EUROPE**

avril 2026

### **I. CONSTAT DE L'OBSERVATOIRE EUROPE**

#### **1. Un moment de vérité**

Nous sommes entrés dans une nouvelle ère. L'ordre international issu de la fin de la Seconde Guerre mondiale et de la guerre froide se fragmente sous l'effet du retour assumé des logiques de puissance. Obsédés par le souvenir des empires d'antan, les Etats-continentaux (la Russie de Poutine, la Chine de Xi Jinping, l'Amérique de Trump), mais également de nombreuses puissances régionales affirment leurs ambitions, les rapports de force structurent à nouveau l'équilibre mondial, la compétition stratégique supplante progressivement la coopération régulée.

Dans la marche vers cette recombinaison, l'Europe, encore guidée par des principes démocratiques, un attachement aux relations pacifiques, au développement économique et social à travers des relations humaines et commerciales équilibrées, à la solidarité internationale mais dont les citoyens et leurs dirigeants tardent à admettre la réalité nouvelle du monde, est en voie d'être marginalisée. Aussi, un sursaut de lucidité est impératif et sa capacité à défendre ses intérêts, à protéger ses valeurs et à peser dans les équilibres internationaux doit être repensée en profondeur.

Pour demeurer un acteur de l'histoire et non en devenir le terrain, l'Europe doit repenser son avenir politique sous un nouveau jour. L'Union européenne est née en réaction aux trois guerres successives qui ont opposées en 80 ans l'Allemagne et la France. Souhaitant dépasser le nationalisme, les pères fondateurs ont construit leur projet sur le partenariat économique et la norme pour aboutir à une unification toujours plus étroite de ses membres. Sept décennies après l'entrée en vigueur des traités fondateurs, la démarche est en panne.

Un nouvel élan est nécessaire, qui prenne en compte les énormes changements qui ont été ceux du monde et du continent.

Conçue pour préserver la paix sur son sol et garantir la prospérité par l'intégration économique, l'Europe peine à s'adapter à un monde redevenu conflictuel, où la maîtrise des dépendances et la capacité d'action rapide conditionnent l'autonomie réelle. Son leadership politique, intellectuel, scientifique et moral s'est fortement affaibli à mesure que la scène mondiale se durcissait.

Les Etats européens doivent se réinventer et réinventer leur organisation institutionnelle commune pour affronter les nouveaux défis : sécuritaires, commerciaux, technologiques, etc. Sur ces bases adaptées, l'Europe doit réapprendre à se positionner sur la scène internationale et à se montrer déterminée à se défendre et à défendre ses principes à la fois pour ses partenaires mais aussi pour ses citoyens. Le soutien extérieur ne peut plus être présumé.

Ce moment de vérité s'accompagne de tensions internes croissantes et paralysantes. La montée dans les Etats membres des forces contestataires, envers les institutions de l'UE, révèle une fragilisation du consensus qui a longtemps été la pierre angulaire de la construction européenne. Nous sommes à la croisée des chemins. Celui de la souveraineté partagée, assumée et solidaire et de la solidarité ou bien celui d'un repli fragmenté et d'un affaiblissement collectif.

L'Europe conserve cependant des atouts majeurs. Elle reste encore une puissance technologique, économique, commerciale ainsi qu'un pôle démocratique face à la montée des régimes autoritaires, mais elle n'apparaît toujours pas comme une puissance stratégique capable de peser dans le rapport de forces global. Les crises récentes - financières, sanitaires et géopolitiques - ont certes montré une réelle capacité de résilience. Cependant, la résilience ne suffit plus. Un second souffle collectif est vital pour transformer ses atouts en influence durable.

## **2. Les défis externes**

Plusieurs évolutions de long terme remettent en cause les conditions dans lesquelles le projet européen s'est développé depuis la fin de la guerre froide.

- Rapport de puissance et perte de leadership : le système international évolue vers une compétition accrue entre grandes puissances et acteurs régionaux. La rivalité entre les États-Unis et la Chine, l'affirmation de puissances régionales (Inde, Indonésie etc.) et la multiplication des conflits réduisent la capacité de régulation collective. L'Union européenne, dont les Etats membres ont des avis souvent divergents sur les menaces et les enjeux peine à s'affirmer face à des dirigeants non-européens en quête de domination régionale ou planétaire, via notamment la mainmise sur des territoires étrangers à leur pays. Dans cet environnement, les acteurs capables d'agir rapidement et de mobiliser pour ce faire leurs ressources stratégiques disposent d'un avantage décisif. L'Europe, construite sur l'identification et la promotion d'intérêts communs, sur la recherche du compromis et la régulation juridique doit apprendre à conjuguer droit et puissance.

- Rivalités technologiques et industrielles : l'Europe a peu à peu laissé s'externaliser la production, qu'elle soit agricole, industrielle ou de service et les contraintes associées et vit en quelque sorte sous la dépendance des autres pôles : Amérique du Nord et Asie. La compétition dans l'intelligence artificielle, les semi-conducteurs, le cloud, l'espace ou l'énergie redéfinit les hiérarchies mondiales. La dépendance technologique pouvant se transformer en une dépendance politique, la maîtrise industrielle redevient un levier central de souveraineté.

L'Europe doit rattraper son retard technologique et industriel face jusqu'ici surtout aux États-Unis et à la Chine, notamment dans de multiples domaines allant du numérique à l'IA et ses innombrables applications, de la transition énergétique où la domination chinoise se déploie rapidement (matériaux critiques, batteries, véhicules électriques et autonomes), de la filière de petits réacteurs nucléaires aux constellations satellitaires et à l'exploration spatiale.

- Insécurité énergétique et transition climatique : la guerre en Ukraine a confirmé la vulnérabilité énergétique persistante de l'Europe. Des événements récents comme le blocage du détroit d'Ormuz soulignent l'ampleur de cette dépendance vis-à-vis des énergies fossiles indispensables encore pour de nombreux usages. La diminution de ces vulnérabilités comme la réussite de la transition climatique impose des approches et des transformations industrielles et énergétiques majeures. La dépendance à des fournisseurs extérieurs et à leur bon vouloir, qu'il s'agisse d'énergies fossiles ou de technologies critiques, restreint la capacité de l'Europe à agir de manière indépendante et à sécuriser son avenir énergétique et technologique. Ces défis, et les enjeux qui les sous-tendent, nécessitent des décisions rapides, coordonnées et stratégiques.
- Menaces hybrides et contestation croissante des démocraties : cyberattaques, désinformation, ingérences étrangères, instrumentalisation des dépendances économiques et criminalité transnationale font désormais partie de l'environnement stratégique quotidien. Parallèlement, les démocraties européennes sont confrontées à des contestations internes croissantes, souvent fruit d'influences et de manipulations étrangères, qui fragilisent leur capacité de décision et d'action collective. La solidité institutionnelle et la cohésion civique deviennent elles-mêmes des enjeux de sécurité.

### **3. Les fragilités internes**

À ces défis politiques et économiques externes s'ajoutent des fragilités structurelles profondes qui limitent la capacité de l'Europe à agir de manière collective, cohérente et rapide :

- Déclin démographique, pressions migratoires et tensions sociales : le recul de la population active et le vieillissement des sociétés européennes accentuent la pression sur les finances publiques et incidemment sur le financement des outils sociaux. Parallèlement, les flux migratoires durables, en provenance de régions instables, politiquement ou climatiquement, amplifient ces déséquilibres

et expose le Vieux continent à un risque croissant de tensions identitaires et politiques.

- Déconnexion des réalités économiques mondiales et de leurs effets induits à l'échelle européenne, nationale et locale : profitant de leur avance économique, financière et technologique, les Européens ont pu, lors des dernières décennies, bénéficier d'un niveau de vie inégalé, d'un travail allégé et d'avantages sociaux exceptionnels. Le rééquilibrage mondial rend cet équilibre européen précaire et suscite des incompréhensions, des mécontentements, des frustrations et parfois des colères.
- Fragilisation du consensus politique et démocratique : la montée des mécontentements qui se nourrissent de ces frustrations, les revendications identitaires qui s'affirment partout dans le monde, le scepticisme qui s'accroît vis-à-vis du bon fonctionnement - voire de l'impartialité et de la probité - des institutions politiques nationales et européennes conduisent à un affaiblissement de la légitimité du projet européen lui-même et obèrent la capacité de mobilisation collective.

Cette dernière est pourtant cruciale pour faire évoluer ce projet et lui permettre de répondre aux défis existentiels auxquels font face les Etats européens.

- Divergences économiques et financières entre États membres : le sentiment d'urgence qui s'empare peu à peu des décideurs politiques et industriels dans chaque État membre débouche subrepticement sur un *chacun pour soi* industriel et commercial, sur une forme de renationalisation des politiques européennes, qui vont à rebours, sans réelle analyse ni décision claire, de la dynamique mise en place depuis 70 ans.
- Complexité institutionnelle et lenteur décisionnelle : les processus de décision multi-niveaux au sein de l'architecture institutionnelle de l'Union européenne nécessitant la recherche constante de compromis entre États membres qui ont longtemps constitué une force d'équilibre, se révèlent, en ces temps agités, être des sources de tensions et d'incompréhension mais aussi des facteurs de ralentissement de la réaction stratégique face aux crises.
- Contraintes politiques nationales et divergences stratégiques entre États membres : les choix des priorités nationales, l'affirmation de lignes politiques nationales parfois incompatibles dictées par les urnes, ou encore, les désaccords entre États membres sur certaines orientations géopolitiques majeures limitent la capacité de l'Europe à agir de manière unie et rapide sur les questions essentielles. La paralysie croissante du moteur franco-allemand, les positions divergentes envers la Russie, illustrées par le gouvernement de Viktor Orbán, ou encore les tensions autour des politiques migratoires défendues par Giorgia Meloni, témoignent des difficultés que rencontre l'Europe, au fil des changements de majorité, de gouvernements nationaux et de la diversité des défis, à définir des orientations communes sur des enjeux stratégiques majeurs.

## **II. MISSION DE L'OBSERVATOIRE EUROPE : PUISSANCE ET ENRACINEMENT**

Face à ces incertitudes, l'objectif de l'OBSERVATOIRE EUROPE n'est pas de remettre en cause les objectifs du projet européen (défense de la paix, de la sécurité, des intérêts et de la culture européenne), mais bien au contraire de mieux y répondre en éclairant les citoyens et en favorisant la transformation de ce projet afin qu'il s'adapte au monde d'aujourd'hui et de demain.

Deux exigences structurent cette mission :

### **1. La puissance :**

L'Europe doit apprendre à défendre ses intérêts, ses valeurs et son modèle dans un environnement fondé sur les rapports de force. Cela veut dire soutenir les décideurs dans leur capacité à prendre des mesures concrètes pour renforcer sa souveraineté stratégique, son autonomie technologique et industrielle, sa capacité de décision et sa cohésion politique. Une Europe puissance est une Europe capable de protéger, de décider, de rassembler, d'investir, d'anticiper, de réagir et de peser sur les équilibres mondiaux.

Elle n'est pas une rupture avec l'idéal européen ; elle en est l'adaptation nécessaire aux réalités du XXI<sup>e</sup> siècle.

### **2. L'enracinement :**

Il faut repenser le modèle démocratique européen (proximité, lisibilité et appartenance) pour répondre au besoin d'enracinement des citoyens dans une Europe qui leur échappe.

Une Europe qui inscrit sa puissance dans la durée ne peut exister sans un socle civique assumé.

L'enracinement signifie restaurer le lien entre décision européenne et légitimité démocratique, entre intégration et identité, entre efficacité et consentement.

### **III. OBJECTIFS DE L'OBSERVATOIRE EUROPE**

#### **1. Éclairer et soutenir la décision (décideurs publics et privés)**

- **Observer** : analyser les évolutions européennes, identifier les tendances et signaux faibles.
- **Diagnostiquer** : produire des analyses structurées des enjeux économiques, politiques et sociétaux.
- **Rechercher** : approfondir l'analyse des transformations en cours par des travaux rigoureux.
- **Recommander** : formuler des orientations et pistes d'action concrètes.
- **Soutenir la décision** : fournir aux décideurs publics et privés des outils d'analyse et de prospective utiles à l'action.

L'objectif recherché est d'apporter une expertise indépendante, rigoureuse et opérationnelle permettant d'éclairer et d'améliorer la décision stratégique publique et privée.

#### **2. Informier et mobiliser la société civile (citoyens et grand public, jeunes et adultes)**

- **Informier** : montrer les avantages de l'union, expliquer ses mécanismes, mettre en plein jour les contrevérités afin de rendre accessibles à la société civile les enjeux européens et les grandes transformations en cours.
- **Expliquer** : traduire les analyses complexes en contenus pédagogiques.
- **Sensibiliser** : faire prendre conscience des défis et des opportunités de l'avenir.
- **Impliquer** : encourager la participation citoyenne et le débat public.
- **Mobiliser** : favoriser l'engagement autour des enjeux européens et de long terme.

Rendre les enjeux européens accessibles, intelligibles et mobilisateurs constitue une condition de la légitimité du projet européen.

#### **3. Une approche interdisciplinaire, transpartisane et réactive**

L'OBSERVATOIRE EUROPE repose sur une architecture interdisciplinaire, transpartisane et européenne, offrant une réflexion indépendante, ouverte et orientée vers l'action.

Il n'est pas un think tank théorique mais se veut un instrument stratégique.

Aux études de fond s'ajouteront des notes stratégiques courtes et réactives visant à déchiffrer les enjeux du moment à l'aide de diagnostics et recommandations en prise sur l'actualité.

Conférences, séminaires et débats ouverts, -ou restreints - seront proposés afin de faire vivre la signature de l'OBSERVATOIRE EUROPE : contribuer à l'émergence d'une Europe stratégique, enracinée et résiliente dont la légitimité repose sur l'État de droit, la responsabilité politique et la participation du citoyen.